

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Convention des Gaullistes Sociaux pour la Ve République

Été 2010 : n° 63

Editorial

Une année De Gaulle

L'année 2010 a été et sera marquée par deux anniversaires. Le soixante-dixième de l'appel du 18 juin du général de Gaulle ; le quarantième de sa mort, le 9 novembre 1970. Une naissance, donc, celle de l'entrée du Général dans l'Histoire, même si, auparavant, il avait déjà beaucoup combattu, réfléchi, agi pour son pays. Et une mort, inopinée, qui nous a définitivement privés de sa personne, de la fin de ses **Mémoires**, des conseils que, de sa retraite, il pouvait encore donner à la nation.

On a beaucoup parlé, pendant le mois de juin dernier, de l'événement qui demeure aussi essentiel après sept décennies. Nous nous en réjouissons, parce que l'exemple qu'il a donné ne peut qu'être salutaire pour les jeunes générations qui n'ont pas vécu les drames de la guerre, les marécages de l'après-guerre, le redressement de la Ve République. A un moment où le pays se cherche à nouveau, à l'intérieur comme à l'extérieur, où les citoyens boudent les urnes, où le découragement menace, l'«extraordinaire raisonnable» (selon la formule de Stanislas Fumet) qu'a été l'Appel peut encore résonner en nous. Il nous rappelle qu'au-dessus des imperfections des lois et des défaillances des comportements il y a la légitimité des valeurs de vérité, d'honneur, de patriotisme qui donnent un sens à la vie ; il nous rappelle aussi qu'une nation peut surmonter les

pires épreuves, si les volontés de ceux qui refusent l'abandon et la décadence sont capables de se rassembler.

La mort du Général a d'abord avivé le chagrin qu'avait provoqué en nous son départ de la scène politique à la suite de l'échec du référendum du 27 avril 1969. Mais cette disparition a, en même temps, posé un problème capital aux hommes et aux femmes qui avaient écouté son message : fallait-il refuser de «faire du gaullisme sans De Gaulle» en se retranchant dans la nostalgie ? Ou fallait-il s'efforcer de poursuivre une action dans la voie qu'il avait ouverte pour continuer à donner à la France l'«élan» dont elle avait toujours besoin ?

On sait que c'est la deuxième voie que nous avons choisie, à nos risques et périls. L'Histoire jugera. Mais ce que l'on peut constater, dès maintenant, c'est que l'opinion a déjà jugé les politiciens qui, sous couvert de gaullisme, ont mené une politique exactement contraire à ce que le Général avait souhaité pour la France.

Les anniversaires que nous célébrons cette année nous permettent, déjà, de le rappeler.

“ *La France, c'est
tous les Français.
Ce n'est pas la gauche,
la France.
Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

NOTRE MEMOIRE

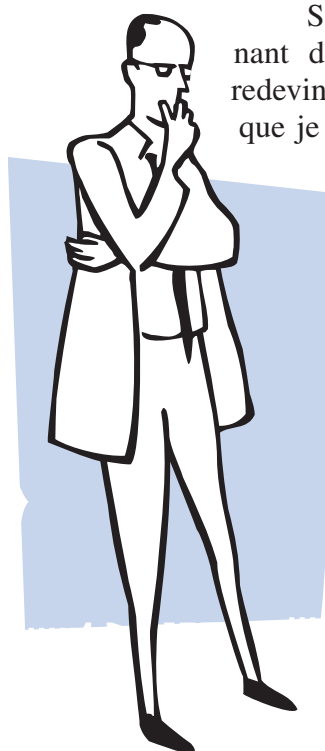
Notre Mémoire

Le colonel Rémy, qui fut un des premiers compagnons du général de Gaulle et l'organisateur du plus important réseau de renseignements en France occupée de la guerre décrit avec précision, et émotion, le premier contact qu'il eut avec celui qui allait dominer sa vie :

«De lui, c'est d'abord sa main que j'ai vue, main aux doigts longs et fins qui étreignait la rampe de l'escalier déjà plongé dans la pénombre [...]

L'officier vêtu de kaki que je voyais monter vers moi, gravissant lentement les marches, était lui aussi très grand mais je crus à un autre car ses épaules paraissaient ployer sous le faix de lourds soucis alors que les paroles du général de Gaulle, reproduites presque quotidiennement dans la presse ou entendues à la radio, exprimaient avec force sa conviction de la victoire finale. Ce n'est qu'au moment où, perdu dans ses pensées, il arriva à ma hauteur que je l'identifiai. M'effaçant, je le saluai avec respect, cependant que, découvrant soudainement ma présence sur le palier, il porta distraitemment la main à son képi. L'occasion était trop belle pour être manquée.

«Mon Général...», lui dis-je.



S'arrêtant et me dominant de sa haute taille, il redevint instantanément tel que je l'imaginai, calme et froid, sûr de lui-même en un temps où faiblissaient les cœurs les plus fermes et se troublaient les têtes les plus solides. Mais, avant qu'il les eût recouverts de l'inébranlable expression qu'il savait leur donner, j'avais pu surprendre, dans leur nudité vraie les traits

de son visage, creusés par une angoisse dont je devinais qu'elle se refusait aux confidences. Après trente ans écoulés, je crois ne pas me tromper en supposant que de Gaulle était alors aux prises avec un drame de conscience né de la terrible responsabilité qu'il était seul à assumer au nom et pour le compte de la France».

*Rémy - Dix ans avec De Gaulle,
Paris, Editions France-Empire, 1971, p. 13-14*

A nos lecteurs

Des événements indépendants de notre volonté nous conduisent à changer d'imprimeur. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs du retard intervenu de ce fait pour l'envoi du numéro spécial que nous avons consacré à l'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940. Mais le 18 juin est éternel et nous reprenons dans le présent numéro les réflexions et les témoignages que nous avons rassemblés pour l'honorer.

Nous reprendrons ensuite le rythme habituel de notre publication, avec un numéro de septembre-octobre 2010.

La Lettre d'Argos

NOTRE 18 JUIN

numéro spécial

Notre fidélité

Nous avons souhaité consacrer un numéro spécial de notre Lettre au 70e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940.

Nous donnons évidemment d'abord la parole au Général lui-même, qui, dans ses **Mémoires de guerre** a rappelé dans quelles conditions de solitude mais aussi de détermination, l'Appel avait été lancé.

Nous présentons, ensuite, plusieurs témoignages sur ce qu'a représenté l'Appel, de 1940 à aujourd'hui, pour des Français de différentes générations.

Nous rassemblons, enfin, quelques textes de jeunes « *trentenaires* » qui expriment, en toute liberté, ce que représente encore pour eux un Appel qui a changé le cours de l'histoire de France et la vie de tous les Français.

Un appel toujours présent dans nos cœurs.

La Lettre d'Argos

« Quant à moi, qui prétendais gravir une pareille pente, je n'étais rien, au départ. A mes côtés, pas l'ombre d'une force, ni d'une organisation. En France, aucun répondant et aucune notoriété. A l'étranger, ni crédit, ni justification. Mais ce dénuement même me traçait ma ligne de conduite. C'est en épousant, sans ménager rien, la cause du salut national que je pourrais trouver l'autorité. [...] »

La première chose à faire était de hisser les couleurs. La radio s'offrait pour cela. Dès l'après-midi du 17 juin, j'exposai mes intentions à M. Winston Churchill. Naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre, qu'aurais-je pu faire sans son concours ? Il me le donna tout de suite et mit, pour commencer, la BBC à ma disposition. Nous convînmes que je l'utiliserais lorsque le gouvernement Pétain aurait demandé l'armistice. Or, dans la soirée même, on apprit qu'il l'avait fait. Le lendemain, à 18 heures, je lus au micro le texte que l'on connaît. A mesure que s'envolaient les mots irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée. A quarante-neuf ans, j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries ».

Charles de GAULLE

Mémoires de guerre

tome I, édition Plon, p. 70-71

Car, en aucun temps et dans aucun domaine, ce que l'infirmité du chef a, en soi, d'irréremédiable ne saurait être compensé par la valeur de l'institution.

Général de Gaulle. **Mémoires d'Espoir**, tome II, édition Plon, p. 17-18

RAPPELS

Rappels

Nous avons préféré retranscrire le commentaire que le Général a fait, dans ses **Mémoires**, de son Appel plutôt que d'en rappeler le texte même, qui doit être maintenant dans tous les esprits. Mais nous croyons utile d'y apporter quelques précisions complémentaires, compte tenu des inexactitudes et des banalités souvent affligeantes qui viennent de marquer la commémoration du soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 juin.

1 - L'Appel de 1940 n'est pas une déclaration politique mais un appel aux armes.

2 - Il n'est pas le fait d'une inspiration subite d'un homme révolté par la défaite et l'abandon ;

mais il est le fruit d'une réflexion approfondie de longue date et récemment mûrie sur les champs de bataille de la Somme où le général de Gaulle a remporté une des rares victoires de la guerre.

3 - Il ne précise pas encore toutes les raisons morales, militaires, politiques de ce geste inouï de refus, qui seront déclinées dans les allocutions prononcées dans les jours suivants à la radio de Londres.

4 - Il ouvre la voie à une stratégie entièrement nouvelle, qui devra replacer cette phase malheureusement perdue de la guerre menée sur le territoire métropolitain de notre pays dans son vrai contexte, qui est mondial. Car la France n'est pas seule ! Et elle garde d'immenses atouts.

TEMOIGNAGES

Témoignages

Pierre MIALET, qui vient, hélas !, de nous quitter était chercheur en Mathématiques et ingénieur. Il n'avait que quatorze ans en 1940 mais avait déjà entendu parler avec louange de Charles de Gaulle par son père qui, officier, avait suivi les cours du jeune capitaine à l'Ecole de guerre. Aussi était-il prêt, avec son frère aîné Jean, à aller le rejoindre. Mais celui-ci, repris à la frontière espagnole en 1943, devait connaître le douloureux martyre de la Déportation.

— « D'Orléans menacée par l'offensive allemande, nous partons pour le sud, mon frère Jean et moi. Il a vingt ans, j'en ai treize. Montés sur nos vélos, nous atteignons enfin la banlieue de Limoges. Echappés du flot des réfugiés, nous pénétrons dans un café. Tout à coup, le maréchal

Pétain parle à la radio : sa demande d'armistice nous laisse consternés. Pour nous, il faut refuser la défaite, mais que faire ?

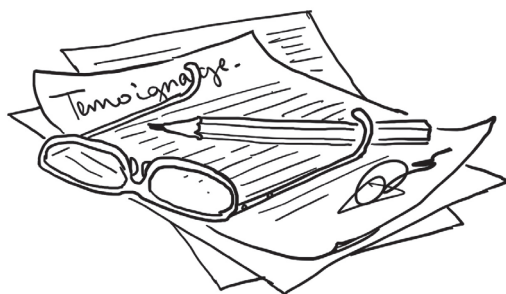
Arrivés à Aurillac, nous apprenons que le général de Gaulle a lancé, de Londres, son appel le 18 juin. L'espoir renaît, et le but est clair : rejoindre la France libre et son chef. Trois ans après, en Juillet 1943, nous sommes à Lourdes dans le but de franchir les Pyrénées. Mais nous attendons en vain notre contact. Jean passe outre. Hélas, il est arrêté par la Gestapo. Déporté, il connaît l'enfer de Dora. Libéré en 1945, il se rétablit et finit par entrer à l'Ecole Nationale d'Administration. Devenu haut fonctionnaire, il est affecté au cabinet du Général de Gaulle, à l'Elysée. Lors de leur rencontre, il s'adresse au Président : « Mon Général, enfin je vous rejoins. Il y a si longtemps que j'attendais ce moment ». Vingt ans après ! »

Jean CHARBONNEL, avait treize ans, en juin 1940. Il évoque ici cette période, terrible pour la France, mais où naquit une espérance :

— « Emportés par le flot de l'exode, mes parents et moi avons dû abandonner notre voiture au pont de Sully-sur-Loire, sous les bombardements allemands qui ne cherchaient pas à distinguer les civils des débris de notre armée en retraite. Mais nous fûmes pris en charge par une automobiliste charitable qui descendait vers le Sud, tandis que nous tentions, nous-mêmes, de gagner Tulle où résidait ma grand-mère maternelle, la seule survivante de mes grands-parents.

Dans cette odyssée qui dura trois jours, nous nous sommes trouvés, vers le 21 ou 22 juin, devant un passage à niveau que bloquait la manœuvre d'un train militaire. Le poste de radio du garde-barrière tonitruait fenêtres ouvertes en raison de la chaleur : c'est ainsi que j'appris qu'un certain général de Gaulle avait décidé de poursuivre le combat en Angleterre. Ce nom, que j'entendais pour la première fois, me saisit au plus profond de moi-même : n'étais-ce pas un miracle que surgisse, du plus lointain de nos passés, cet inconnu qui préconisait le geste que, d'instinct, j'attendais pour nous sortir de notre malheur ? Lorsque nous arrivâmes à Tulle, ma grand-mère, patriote farouche, invita mon père, malgré son extrême fatigue, à rejoindre Londres où la guerre continuait : elle aussi avait entendu l'appel du Général, que n'avait pas encore totalement étouffé une presse bientôt muselée.

Elevé dans une atmosphère patriotique fervente, nourri des hauts faits de Du Guesclin, de Jeanne d'Arc, des soldats de l'an II, de Napoléon, des compagnons de mon père à Verdun, je fus bouleversé par la défaite. Comment l'armée française qui, quelques semaines plus tôt, apparaissait invincible, avait-elle pu ainsi s'effondrer ? Pourquoi ce désastre ? Qu'allait devenir la France ? »



Bernard DORIN, qui devait faire la brillante carrière diplomatique que l'on sait, allait avoir onze ans en juin 1940. Il nous livre ici un témoignage émouvant. Réfugié chez sa grand-mère en Charente, il avait été chargé de faire une commission à l'épicerie du village, en empruntant une rue non goudronnée où la poussière était fréquente...

— « et les rares véhicules qui l'empruntaient soulevaient un nuage de poussière blanche. C'est cette poussière que je vis d'abord au moment où se faisait entendre un bruit de moteur et j'aperçus avec stupéfaction deux « side-cars » allemands roulant tranquillement l'un derrière l'autre dans la rue en pente du village. Les soldats étaient casqués, ils portaient en bandoulière des sortes de mousquetons et les motos arboraient chacune un petit drapeau blanc. Bientôt les soldats allemands en « feldgrau » disparurent à ma vue.

Le premier moment de stupeur passé, je m'adressai aux gens du village qui s'étaient rassemblés sur la route. Il fallait immédiatement obstruer cette route à l'aide de chariots, de charrettes, de tombereaux en formant ainsi une barricade qui empêcherait de passer les soldats suivants... Les villageois considérèrent avec étonnement ce gamin qui semblait leur donner des ordres et, loin d'aller chercher leurs fusils de chasse, coururent se réfugier dans leurs maisons dont j'entends encore, après tant d'années, claquer les volets de bois !

Ainsi, dans le silence du village apeuré, demeurai-je tout seul, absolument seul, au milieu de la route. J'ai alors regagné lentement le logis de ma grand-mère pour trouver refuge dans le petit kiosque à croisillons de bois qui se trouve toujours aujourd'hui dans ce qu'on appelle le « terrain de jeu » et là j'ai pleuré, pleuré longtemps sans pouvoir m'arrêter. Ce fut mon premier désespoir d'homme ».

Paul-Henry GENDEBIEN, ancien député belge et européen, président du Rassemblement Wallonie-France, nous a donné un beau texte, qui est aussi un appel : De Gaulle, une lumière dans la sombre nuit Wallonne.

— « Dès le mois de juin 1940, inspiré par l'Appel de Londres, le mouvement « Wallonie libre » s'organisait et se vouait à la résistance contre l'occupant nazi mais aussi à un projet d'émancipation du peuple wallon déjà dominé à cette époque par une majorité flamande arrogante et sûre d'elle-même. Pendant et après la guerre, considérable fut le prestige de Charles de Gaulle, en Belgique francophone et notamment en Wallonie profonde et populaire.

Tous les témoignages concordent : de Gaulle pensait qu'il faudrait un jour restituer la Wallonie à la France... et la France à la Wallonie. Dès avant 1940, il avait une exacte perception de notre position dans l'Etat belge, démontrant ainsi une fois de plus son exceptionnelle culture géopolitique et ses justes prémonitions.

Le Général connaissait et aimait la Wallonie et les Wallons. Quand il évoquait le rattachement de nos provinces francophones à la République, ce n'était pas le nationalisme ou le romantisme qui le guidait mais bien plutôt l'intérêt réciproque de la France et de la Wallonie.

Me considérant comme un « Français de l'extérieur », je vois Charles de Gaulle comme un des nôtres. Ancien élève du collègue d'Antoine près de Tournai, combattant blessé sur le pont de la Meuse à Dinant en août 1914, soucieux de notre sort lorsqu'il était au sommet de l'Etat, Charles de Gaulle avait rendu plus légère encore cette frontière factice qui ne sépare pas la Wallonie de la France. Ce 18 juin 2010, nous ne l'oublions pas.



Bertrand FESSART DE FOUCAULD, ancien ambassadeur, qui fut proche de Maurice Couve de Murville et de Pierre Messmer, a été et est resté un combattant infatigable, par la parole et par l'écrit, au service du gaullisme. Il nous adresse aujourd'hui un texte pressant : Pour nous... pour moi... l'appel du 18 juin.

— « J'avais quinze ans en mai 1958. J'appris le putsch des généraux d'Alger (avril 1961) sur un stade parisien ; j'étais à Sciences-Po. De Gaulle simplement, mais décisivement, la réserve ultime de la France et je découvre **Le fil de l'épée**. Pas tant un type de chef, mais d'homme se faisant outil pour tous.

Le 18 juin ne m'arrive qu'ensuite. La personne, la personnalité-même de Pétain me semblent vénérables, culture familiale, lecture du récit par le Maréchal de **La bataille de Verdun**, parenté de plume avec de Gaulle, qui n'en est pourtant pas l'auteur de service. Les premières années de la Cinquième République en regard du naufrage naguère jour après jour de Vichy, m'avaient dit le caractère. Le chef d'œuvre ne m'apparut que lentement, presque superflu. De Gaulle, sans le 18 juin, hors de pair, décisif simplement par lui-même, sans l'Histoire. Lui au pouvoir, je pouvais le croire, je le voyais.

Voici le 18 juin. L'homme s'efface et s'il dit : **Moi, général de Gaulle**, c'est simplement pour donner une adresse, la radio de Londres, et un correspondant, lui à défaut d'autres. Lui plus probablement au poteau qu'à descendre les Champs-Élysées. L'esprit critique et l'esprit pratique : les leçons du début de guerre, l'utilisation du peu de moyens disponibles (le contact noué avec Churchill, le moyen de transport, quelques fonds secrets pour tenir quelques jours). Bien d'autres avaient bien plus. Aujourd'hui, en France, les successeurs ont les moyens, le pays étant ce qu'il est et les institutions ce qu'elles peuvent être. Responsabilité solitaire. Mais le 18 juin, œuvre collective. Parce que d'instinct. L'instinct de beaucoup. Et parce que c'est un appel et non d'abord une action. L'action aurait été solitaire, au moins dans ses premières heures. L'appel est gros de consensus, il exprime tous les nôtres.

Etienne PATIER, chef d'entreprise, est maire-adjoint de Brive. Petit-fils d'Edmond Michelet qui, le 17 juin, avait lancé dans la France envahie le premier appel à la Résistance, il nous rappelle dans quel terreau, riche mais limité, le choix de l'honneur prit ses premières racines.

— « Si pour nous, Gaullistes, le 18 juin est bien l'acte fondateur, c'est en amont qu'il nous faut chercher à comprendre pourquoi, au milieu d'un renoncement désastreux et quasi total, seule une poignée de Français, autour ou

à côté du Général a immédiatement refusé la défaite et la résignation. Il est important de rappeler qu'aucun parti politique, aucun syndicat, aucune organisation sociale ou religieuse n'ont pris position pour la France Libre, et qu'au delà du désastre militaire c'est à la déliquescence totale de ses « élites » que la France a assisté.

Les résistants de mai 1940 se sont engagés immédiatement, sans calcul politique, contre l'évidence et contre ce que nous appellerions aujourd'hui le politiquement correct, dans l'isolement et face à l'incompréhension des gens résignés à la défaite de la France.

C'est pour cela qu'ils sont nos maîtres.

AUJOURD'HUI

Aujourd'hui

Nous avons aussi réuni quelques réactions de jeunes responsables d'aujourd'hui, qui nous disent ce que l'appel du 18 juin 1940 représente encore pour eux :

Jérôme BALOGE, 37 ans, enseignant, conseiller municipal de Niort.

Comme il y a 70 ans, un appel à tous les Français :

— « L'appel du 18 juin réagit au renoncement du 17 juin 1940. Des Français l'entendirent le jour même, d'autres plus tard, et tous finirent par connaître ce texte fondateur de la Résistance française et s'y rallier. Plus qu'une réponse à la demande d'armistice, l'Appel fut le fil de la continuité de la France combattante de 1939 à 1945, que le général de Gaulle se résolut à mener et que le Royaume-Uni reconnut comme alliée. Comme il le reconnaîtra à la Libération de Paris : « Il y a des minutes qui dépassent chacune de nos pauvres vies ».

En faisant appel, ce jour là, à l'honneur et à la patrie, le général de Gaulle a porté sa voix bien au-delà de son pays et de son époque. Ils lui vaudront à son retour en 1958, à la présidence de la République, la reconnaissance de la plupart des nations. En 1967, à Montréal c'est en des termes identiques qu'il appelle à ce que vive un Québec libre. Surtout, il continue d'inviter tous les Français à un compagnonnage renouvelé par la succession des générations, qui est moins celui de la mémoire que de la fidélité, moins celui de la bataille que celui de la volonté et de l'espoir. Comme il y a 70 ans, le 18 juin est un appel à tous les Français.



**Laurent de BOISSIEU, 37 ans,
journaliste.**

**Ce jour-là, la France n'était pas à
Vichy mais à Londres.**

— « *Il est des dates dont on est imprégné dès sa première initiation à l'Histoire de France. Le 18 juin en fait partie pour moi, comme certainement pour beaucoup de Français y compris des jeunes générations. Inutile, d'ailleurs, d'en préciser l'année. Un privilège rare dont bénéficient surtout les jours fériés liés à l'Histoire de la nation : 8 mai 1945, 14 juillet 1789, 14 juillet 1790, fête de la Fédération, 11 novembre 1918.*

Le 18 juin a longtemps été intuitivement associé dans mon esprit à une rupture : il y eut un avant et un après 18 juin 1940. Comme il y avait eu un avant et un après 1789.

Aujourd'hui, le 18 juin est cependant davantage associé pour moi à l'idée de continuité.

En juin 1940, le général de Gaulle n'est certes pas le seul à avoir dit NON au fatalisme, à l'Armistice et à l'Occupation : sans son Appel sur les ondes de la BBC, il y aurait bien entendu eu des Résistants, voire une Résistance. Mais il n'y aurait sans doute pas eu une France libre, incarnation de la continuité française.

La signification profonde du 18 juin, c'est en effet que la France n'est pas à Vichy mais à Londres. Si des Français ont accompli l'irréparable en étant complices du processus de déportation et d'extermination des juifs, la France, elle, poursuivait bien le combat contre l'Allemagne.

C'est à l'Appel du général de Gaulle que nous le devons. Invoquer la responsabilité de la France dans le crime contre l'Humanité jugé au Tribunal de Nuremberg, comme cela a pu être fait jusqu'au plus haut sommet de l'Etat, c'est donc nier le 18 juin, acte fondateur du gaullisme ».

**Julien SEREY, 31 ans, enseignant,
publiciste.**

**L'appel du 18 juin ou celui de
l'Espérance.**

— « *L'historien Pierre Nora a prononcé cette phrase, lors de son discours de réception à l'Académie française : « il y a probablement une frontière infranchissable entre ceux qui ont connu cette expérience (la guerre) et le reste de l'humanité ». Pour un jeune trentenaire, que peut représenter l'Appel du Général de Gaulle le 18 juin 1940, sinon l'Espérance ?*

Le général de Gaulle ne s'est pas contenté d'appeler à continuer la lutte armée, il a aussi réveillé l'espoir qui s'était assoupi en France. Maurice Druon a écrit : « Cette morale vaut pour demain comme elle valait pour hier ». Cet appel est un pont entre les générations. Nous ne sommes plus en guerre et, pourtant, les paroles du Général ont encore une signification vive pour notre société : « Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! » Le général de Gaulle exhorte un peuple à ne jamais baisser les bras devant les obstacles, les difficultés, à être courageux, solidaire. La France n'a jamais été aussi grande que lorsqu'elle a gardé l'espoir et sut rester elle-même comme en juin 1940.



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement annuel :
Chèques à l'ordre de la Convention des gaullistes sociaux
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 80 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
Imprimerie Prouteau
B.P. 157 - 79303 Bressuire Cedex
Dépôt légal : Été 2010, n° 6773